

Institut national de la statistique  
et de la démographie



**Sous-emploi et structure informelle  
de l'économie au Burkina Faso**

Novembre 2023

## Table des matières

1	Introduction .....	7
2	Revue de littérature .....	7
2.1	Cadre conceptuel et mesure du sous-emploi.....	7
2.2	Secteur informel et sous-emploi.....	8
2.3	Revue empirique sur les déterminants du sous-emploi.....	9
3	Données et méthodologie.....	9
3.1	Données.....	9
3.2	Méthode .....	10
3.2.1	Traitement des données.....	10
3.2.2	Estimation par le modèle logistique .....	11
4	Résultats et discussion.....	11
4.1	Quelques résultats descriptifs .....	12
4.1.1	Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques individuelles .....	12
4.1.2	Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques du ménage .....	12
4.1.3	Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques de l'emploi .....	13
4.1.4	Niveau du sous-emploi selon l'environnement socioculturel.....	13
4.2	Analyse des déterminants du sous-emploi .....	14
4.2.1	Test d'indépendance de khi-deux.....	14
4.2.2	Les résultats de l'estimation du modèle logit.....	15
4.2.3	Limite de l'étude.....	17
4.2.4	Analyse Critique des résultats relatifs au travail décent au Burkina Faso	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5	Conclusion .....	18
6	Annexe.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par région .....	10
Tableau 2: Taux de sous-emploi selon les caractéristiques individuelles.....	12
Tableau 3: Taux de sous-emploi selon la catégorie socioprofessionnelle du CM.....	13
Tableau 4: Taux de sous-emploi selon les caractéristiques de l'emploi .....	13
Tableau 5: Taux de sous-emploi selon la région .....	14
Tableau 6 : Résultats du test d'indépendance de khi-deux .....	15
Tableau 7 : Résultats économétrique de l'estimation du modèle de sous-emploi.....	15

# Liste des figures

Figure 1: Sous-emploi et milieu de résidence .....14

## Sigles et abréviations

BIT	:	Bureau International du Travail
CDD	:	Contrat à Durée Déterminée
CDI	:	Contrat à Durée Indéterminé
CIST	:	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
CNEI-BF	:	Conseil National de l'Economie Informelle du Burkina Faso
CNPB	:	Conseil National du Patronat Burkinabè
EMC	:	Enquête Multisectorielle Continue
ERI-ESI	:	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
INSD	:	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MARAH	:	Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques
MDICAPME	:	Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises
ME-BF	:	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
MEEA	:	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement
MEFP	:	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective
MENAPLN	:	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
MESRI	:	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
MSAHRNGF	:	Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille
MSJE	:	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi
OIT	:	Organisation Internationale du Travail
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

## Résumé

L'économie burkinabè est largement façonnée par le secteur informel, qui concerne 90% des unités économiques et plus de 80% de la main-d'œuvre. Cela rend complexe l'évaluation précise du chômage selon les critères internationaux.

Cette étude explore les profils des individus touchés par le sous-emploi et les déterminants de celui-ci au Burkina Faso. A cet effet, un modèle binomiale logistique est utilisé pour estimer la probabilité du sous-emploi des individus.

Le sous-emploi est appréhendé comme un indicateur composite incluant le sous-emploi invisible, le sous-emploi visible involontaire et le sous-emploi visible volontaire. L'analyse se concentre sur le sous-emploi visible relatif au temps de travail, cherchant à démontrer l'importance des caractéristiques socio-démographiques et environnementales sur ce phénomène au Burkina Faso.

Les résultats révèlent que le lieu de résidence, la catégorie socio-professionnelle, le niveau d'éducation, le type d'emploi et le genre influencent la probabilité de se retrouver en situation de sous-emploi. Les femmes, les travailleurs du secteur informel et ceux avec un niveau d'éducation secondaire ou supérieur sont plus exposés au risque de sous-emploi, tandis que les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, les manœuvres et les apprentis ou stagiaires payés sont moins sujets à ce phénomène que les cadres supérieurs.

Ces résultats conduisent à proposer des interventions stratégiques pour améliorer la situation des travailleurs sur le marché de l'emploi. Au-delà du sous-emploi lié au volume horaire, il est nécessaire de considérer le sous-emploi lié à la rémunération et les questions d'inégalités de genre.

# Introduction

La structure de l'économie burkinabé est dominée par le secteur informel, qui représente 90% des unités économiques et plus de 80% des travailleurs (INSD). La prédominance de ce secteur rend difficile l'utilisation de la mesure du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) pour rendre compte du niveau réel de l'emploi. Cette mesure du taux de chômage ne permet pas d'analyser les tensions sur le marché du travail dans le contexte d'une économie fortement informelle. En effet, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 4,7% mais ce chiffre ne reflète pas le marché du travail qui est marqué par une forte prévalence du sous-emploi (35%) (ERI-ESI 2018).

Le sous-emploi se caractérise par une situation où les travailleurs sont employés à temps partiel ou ne sont pas utilisés de manière optimale dans leur emploi, ce qui entraîne une sous-utilisation de leurs compétences et de leur potentiel productif. Les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés par le sous-emploi, avec des taux de participation au marché du travail relativement faibles et une forte proportion travaillant dans des emplois peu qualifiés. En effet, selon l'Enquête multisectorielle continue (EMC 2014), 54,6% des femmes âgées d'au moins 15 ans contre 73,7% des hommes du même âge disposent d'un emploi.

La faiblesse du taux de chômage avec un taux de sous-emploi élevé est caractéristique d'une inadéquation entre la mesure conventionnelle du chômage (au sens du BIT) et la réalité du marché du travail. Il est donc important de comprendre les causes profondes du sous-emploi et de mettre en place des stratégies efficaces pour y remédier.

Cette étude veut répondre aux questions suivantes : Quels sont les caractéristiques et les profils des personnes touchées par le sous-emploi ? Quels sont les déterminants du sous-emploi au Burkina Faso ? Quel est le lien entre le type d'emploi et le sous-emploi ? Dans ce document, il est supposé que les niveaux d'instruction, la réglementation du travail, les mesures de protection sociale et les domaines de formation technique et professionnelle restent protecteurs sur le marché de l'emploi.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'analyse approfondie des déterminants du sous-emploi au Burkina Faso. Son objectif principal est de formuler des recommandations visant à améliorer la situation des travailleurs sur le marché de l'emploi.

## 1 Revue de littérature

### 1.1 Cadre conceptuel et mesure du sous-emploi

Les premières théories du sous-emploi émanant de J.M. Keynes (1930), montrent que le niveau d'emploi est déterminé par la « demande effective ». Il peut ainsi arriver que le nombre d'emplois proposés suite aux décisions d'investir des entreprises laisse apparaître du « chômage involontaire ». Ces résultats ont été soutenus par Malinvaud (1980) pour qui, le niveau de l'emploi déterminé sur le marché du travail peut effectivement créer du « chômage involontaire » en cas de rigidité à la baisse du salaire.

La définition et la mesure du sous-emploi a fait l'objet de discussion à plusieurs reprises par la conférence internationale des statisticiens du travail (CIST). Au cours de la 16ème Conférence, la définition du sous-emploi va encore connaître quelques réaménagements et, deux formes de sous-emploi ont été identifiées. Il s'agit du sous-emploi lié à la durée du travail qui traduit un volume insuffisant d'heures travaillées sur une période donnée, et le sous-emploi lié aux situations d'emploi inadéquates, qui se réfère à tous ceux qui ont un emploi et qui souhaitent modifier leurs activités et/ou leur environnement de travail pour un ensemble de raisons notamment une utilisation insuffisante des compétences et de l'expérience, des revenus insuffisants et des heures excessives.

Dans cette étude, les définitions ci-après utilisées par l'INSD dans les enquêtes emploi seront considérées :

**Population en âge de travailler** : C'est la population de 15 ans ou plus ;

**Emploi** : est considérée en situation d'emploi (ou actif occupé) une personne en âge de travailler qui au cours d'une semaine de référence ou des sept (07) derniers jours s'est engagée ne serait-ce qu'une heure dans une activité visant à produire des biens ou des services en échange d'une rémunération ou d'un profit ;

**Taux de sous-emploi lié à la durée du travail ou sous-emploi visible** : le sous-emploi lié à la durée du travail, caractérise une personne en emploi qui remplit les trois critères suivants : i) Travaille involontairement moins que le nombre d'heures légal de travail par semaine(40h) ii) disponible pour travailler plus et/ou iii) à la recherche d'un travail supplémentaire. Le taux de sous-emploi visible s'obtient en rapportant le sous-emploi visible à la main d'œuvre active occupée ;

**Taux de sous-emploi invisible** : Le sous-emploi invisible est la situation de l'actif occupé dont le revenu horaire issu de l'emploi principal au cours du mois de référence est inférieur à la norme fixée par la réglementation en vigueur. La valeur de cette norme est égale au rapport du SMIG<sup>1</sup> au nombre d'heures de travail par mois calculé sur la base de 40 heures de travail par semaine. Le niveau du revenu issu de l'emploi et le nombre d'heures consacré à l'emploi principal sont les éléments qui déterminent la situation de sous-emploi invisible. Le taux de sous-emploi invisible s'obtient en rapportant le sous-emploi invisible à la main d'œuvre active occupée.

## 1.2 Secteur informel et sous-emploi

Dans les économies en développement, l'économie informelle représente la norme plutôt que l'exception. Elle est marquée par de graves déficits de travail décent et représente une part disproportionnée des travailleurs pauvres. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en Afrique, 92,4% des unités économiques sont informelles (OIT, 2019). En outre, selon les estimations de M. Rogan et P. Cichello (2017), plus de 80% des travailleurs des pays en développement exercent dans le secteur informel impulsé par le fort taux d'emploi agricole.

Le concept du secteur informel est apparu avec les premiers travaux du programme mondial de l'emploi (OIT, 1970). Dans les conclusions de 2002, l'OIT reconnaît qu'« il n'existe pas de description ou de définition universellement acceptée ou considérée comme exacte de "l'économie informelle". Toutefois, il est convenu que cette expression englobe une diversité considérable de travailleurs, d'entreprises et d'entrepreneurs qui sont dotés de caractéristiques identifiables et connaissent des désavantages et des problèmes dont l'intensité varie suivant le contexte, national, urbain ou rural ». Le secteur informel fait ainsi référence à « toutes les activités économiques de travailleurs et d'unités économiques qui ne sont pas couverts en vertu de la législation ou de la pratique par des dispositions formelles » (BIT 2010), Des travaux récents ont mis en évidence l'hétérogénéité du secteur informel, constitué d'une grande variété d'entreprises individuelles présentant des différences selon la taille, les performances économiques, les conditions d'activités, etc, (Guha-Khasnobis et Kanbur, 2006), On observe ainsi une multi-segmentation du secteur informel où coexistent un segment supérieur constitué de grandes entreprises individuelles performantes et un segment inférieur (majoritaire), composé de petites unités,

L'existence de ce secteur traduit la résilience des sociétés à faible productivité face aux chocs extérieurs et constitue une réponse face au défi de la croissance de la population, donc de la demande d'emploi et de la défaillance de l'Etat en matière de politique d'emploi (N. Benjamin et A. Mbaye, 2012). Ce secteur sert ainsi d'échappatoire à certains chômeurs face à l'inexistence d'un système de protection sociale dans beaucoup de pays (M. Bacchetta et al.) et constitue une importante source d'emplois et de revenus pour ceux exclus de l'économie formelle. La faiblesse du climat des affaires et l'absence de cadre réglementaire efficace et transparent dans les Etats incitent les personnes à opter pour le secteur informel (Thiam (2018), (N. Benjamin et A. Mbaye, 2012).

---

<sup>1</sup> SMIG en vigueur au moment de l'enquête en 2018 est de 32218 FCFA. La valeur en 2023 est de 45000 FCFA.

## 1.3 Revue empirique sur les déterminants du sous-emploi

De nombreuses études ont analysé les déterminants du sous-emploi dans les pays en développement et ont mis en évidence l'influence des caractéristiques démographiques et socioéconomiques, telles que l'âge, le genre, l'éducation, les antécédents familiaux et le statut de logement (Wilkins, 2006 ; Jefferson et Preston, 2010 ; Watt et Hargis, 2010), l'environnement économique (Feldman, 1996 ; Jefferson & Preston, 2010) et les caractéristiques liées à l'emploi, telles que le type d'emploi, la profession, l'historique de carrière et les stratégies de recherche d'emploi (Feldman, 1996 ; McKee-Ryan et al., 2009).

Le capital humain est souvent évoqué dans la littérature comme un facteur explicatif du phénomène de sous-emploi. En effet, la compétitivité sur le marché du travail exige des travailleurs potentiels qu'ils disposent d'un certain degré de compétences pour espérer trouver un emploi. Au Sénégal, Cissé (2005) a démontré qu'au niveau individuel, l'éducation augmente les chances de trouver un emploi. Ce résultat a été trouvé au Cameroun par Boutin (2010) qui a montré à l'aide d'un modèle probit que la probabilité d'accéder à l'emploi est plus élevée pour les individus ayant un niveau d'éducation primaire ou secondaire comparativement aux individus de niveau supérieur. En utilisant un modèle logit, une étude portant sur sept capitales de la zone UEMOA à partir des données de l'enquête 1-2-3 réalisée entre 2001 et 2003 a permis de ressortir une corrélation positive entre le chômage et le niveau d'éducation à Lomé, Cotonou et Abidjan (Nordman et Doumer, 2012).

En ce qui concerne les caractéristiques démographiques, les travaux effectués par Njikam et al., (2005) montrent que le fait d'être en union au Cameroun a un effet très significatif surtout pour les hommes. Aussi, dans son rapport sur l'emploi en Afrique, l'OIT fait ressortir que 79% des emplois dans le secteur informel sont occupés par des femmes contre 68% pour les hommes (OIT, 2020). Les travaux réalisés par G. NIYONGABO et al., (2014) au Burundi en utilisant un modèle logit et un modèle multinomial avec comme variable dépendante les différentes formes de sous-emploi ont mis en évidence l'influence des caractéristiques sociodémographiques. Les résultats montrent ainsi que la probabilité d'être en sous-emploi diminue avec l'âge jusqu'à un certain seuil et augmente à partir de 55 ans. Aussi, les individus appartenant à un ménage de taille élevée sont moins susceptibles d'être en sous-emploi. En outre, il existe une variation du taux de sous-emploi selon les régions du pays et qu'en milieu rural, le sous-emploi est plus élevé qu'en milieu urbain et vice-versa pour le chômage.

Les branches d'activités ont également une influence sur la situation de sous-emploi des travailleurs. Les indépendants et ceux travaillant dans l'agriculture sont plus exposés (G. NIYONGABO et al., 2014).

L'existence des segments influence l'accès à l'emploi. Les travaux effectués par Kuepie, Nordman et Roubaud (2009) sur l'informalité des économies dans les pays de l'UEMOA ont montré que le secteur formel favorise les individus les mieux qualifiés tout en leur offrant une meilleure rémunération et d'autres avantages sociaux tels que la protection sociale, la pension retraite et l'accès facile aux services financiers. Les moins qualifiés se réfugient donc dans l'auto-emploi ou le salariat informel. Aussi, Zerbo (2006) a mis en évidence le rationnement de l'offre d'emploi formel qui rend le secteur structuré incapable d'absorber toute la main-d'œuvre qualifiée. De ce fait, des diplômés à majorité jeune se retrouvent progressivement dans le secteur informel.

## 2 Données et méthodologie

### 2.1 Données

Dans le cadre de cette étude, les données de l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) réalisée de mars à juin 2018 ont été utilisées. Pour chaque enquêté, le volet emploi du questionnaire a saisi l'évolution de l'activité professionnelle au cours des douze derniers mois. Le volet emploi permet également de recueillir des informations sur le niveau d'employabilité des ménages et des individus. L'enquête a porté sur 13 885 individus éligibles (âgé de 15 ans ou plus) dont 44,9% femmes et 55,1% hommes pendant la période de l'enquête.

**Tableau 1: Répartition de l'échantillon par région**

Région	Echantillon	Pourcentage (%)
Boucle du Mouhoun	943	6,8
Cascades	1 303	9,4
Centre	2 583	18,6
Centre-Est	836	6,0
Centre-Nord	687	4,9
Centre-Ouest	1 019	7,3
Est	1 031	7,4
Centre-Sud	724	5,2
Hauts Bassins	1 490	10,7
Nord	1 064	7,7
Sud-Ouest	924	6,7
Plateau Central	578	4,2
Sahel	703	5,1
Ensemble	13 885	100

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

## 2.2 Méthode

### 2.2.1 Traitement des données

Cette étude a nécessité le calcul de variables à partir de des données de l'enquête et de refaire un apurement spécifique pour la compilation du modèle statistique.

Pour le calcul de la variable sous-emploi, la situation d'activité (1, Actif occupé 2, Chômeur 3, Inactif) a été utilisée. Dans cette étude, les personnes en situation de chômage ou en situation d'inactivité ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

Pour définir le sous-emploi, deux caractéristiques sont prises en compte : le sous-emploi visible et le sous-emploi invisible.

**Pour calculer le sous-emploi visible involontaire**, les variables AP10c et AP11a ont été utilisées avec les conditions suivantes : AP10c<sup>2</sup><40 heures de travail et AP11a<sup>3</sup>= « Horaire fixé par la loi ou l'employeur » ou « Moins de travail =dû à la mauvaise conjoncture ».

**Pour le sous-emploi visible volontaire**, les variables AP10c et AP11a ont été utilisées avec les conditions suivantes : AP10c<40 heures de travail et AP11a= « Ne veut pas travailler plus » ou AP11a= Problème personnel (santé, travaux domestiques, etc.).

Le sous-emploi global a été considéré en prenant en compte le sous-emploi visible volontaire et le sous-emploi visible involontaire.

Pour ce qui est des variables explicatives, plusieurs ont été considérées en vue de procéder à l'estimation du modèle économétrique :

#### a) **Caractéristiques individuelles**

- **Le genre** : il est appréhendé à travers le sexe qui se révèle être un élément discriminant dans la participation au marché du travail ;
- **L'âge** : il est généralement utilisé pour appréhender le potentiel lié à l'expérience de l'individu. Un adulte est en général plus apte physiquement qu'un très jeune ou une personne âgée. Ensuite, c'est l'âge qui donne à l'individu l'élan de se former ou de se qualifier. En effet, plus on avance dans l'âge, plus on recherche la stabilité dans l'emploi dans le secteur formel ;

<sup>2</sup> AP10c. Combien d'heures avez-vous consacré à votre emploi principal au cours des 7 derniers jours (ou habituellement par semaine) ?

<sup>3</sup> AP11a. Si vous avez travaillé moins de 40 heures au cours des 7 derniers jours, quel en est le motif ?

- **Le niveau d'instruction de l'individu** : il permet de mesurer le capital humain d'un individu. Le niveau d'instruction est un critère de différenciation de l'accès à l'emploi.
- **Le statut matrimonial** : il s'agit de la situation de l'individu vis-à-vis du mariage. Le mariage est une étape cruciale dans la transition de la période de jeunesse à celle d'adulte car celui-ci marque la prise de responsabilité dans la société.

**b) Caractéristiques de l'emploi**

- **Le type de contrat de travail** : Il s'agit des contrats à durée indéterminée, à durée déterminée, les contrats verbaux et ceux n'en disposant rien comme contrat ;
- **Le type d'emploi** : cette variable caractérise l'emploi formel ou informel de l'individu
- **La catégorie socio-professionnelle** : Elle est définie par des critères comme le niveau d'éducation, le type de travail, le revenu et le statut social ;

**c) Environnement socioculturel**

**Le milieu de résidence** : cette étude couvre l'ensemble du territoire national composé du milieu rural et du milieu urbain.

**d) Caractéristiques du ménage**

Plusieurs variables permettent d'apprécier l'environnement démographique du ménage d'appartenance des individus : le niveau d'instruction, catégorie socio-professionnelle du CM.

## 2.2.2 Estimation par le modèle logistique

La forme fonctionnelle du modèle utilisé pour estimer la probabilité du sous-emploi des individus est binomiale logistique. C'est une fonction non linéaire qui prend en considération le fait que les probabilités de sous-emploi sont comprises entre 0 et 1.

Pour chaque individu  $i$  dans l'échantillon, on note  $Y_i$  la valeur du statut de l'emploi (0 ou 1).

$$Y_i = \begin{cases} 1 & \text{Si la personne est en sous-emploi} \\ 0 & \text{Sinon} \end{cases}$$

On suppose l'existence d'une variable latente inobservée qui influence la variable à expliquer.

Le modèle théorique se présente comme suit :

$$Y_i = \begin{cases} 1 & \text{Si } Y_i^* > \varphi \\ 0 & \text{Sinon} \end{cases}$$

Avec  $Y_i^* = X_i^T \beta_1^T + F_i^T \beta_2^T + \varepsilon_i$  et  $\varphi$  le seuil

$X_i^T$  est un vecteur de caractéristiques individuelles visant à capter la productivité d'un actif présent sur le marché du travail ,

Avec  $X_i^T = (X_i^1, X_i^2, \dots, X_i^p)$

$F_i^T$  est un vecteur de caractéristiques du ménage d'appartenance de l'individu influençant sa situation d'occupation,

Avec  $F_i^T = (F_i^1, F_i^2, \dots, F_i^p)$

$\beta_1^T, \beta_2^T$  sont des vecteurs de paramètres à estimer et  $\varepsilon_i$  le terme d'erreur

$P(Y_i = 1)$  est la probabilité que l'individu  $i$  soit en sous-emploi,

La variable latente  $Y_i^*$  dépend linéairement des variables explicatives telles que les variables démographiques (genre, âge, milieu de résidence et statut matrimonial).

En supposant le seuil nul, on obtient  $P(Y_i = 1) = F(W_i^T \beta)$

$W_i^T = (1, X_i^T, F_i^T)$  représente le vecteur des caractéristiques liées à l'environnement familial et au capital humain et ;

$\beta^T = (\beta_0, \beta_1^T, \beta_2^T)$  l'ensemble des coefficients des variables explicatives,

F est la fonction de répartition de la loi logistique,

$$F(\beta W_i^T) = \frac{\exp(\beta W_i^T)}{1 + \exp(\beta W_i^T)}$$

## 3 Résultats et discussion

Ce point sera consacré principalement à l'analyse des statistiques descriptives des variables d'intérêt et à l'estimation des déterminants du sous-emploi visible au Burkina Faso.

### 3.1 Quelques résultats descriptifs

Afin de comprendre les niveaux du sous-emploi au Burkina Faso, il est nécessaire de faire ressortir des statistiques pour étayer la situation. Ce faisant, il s'agira dans cette partie de faire une analyse descriptive des différentes variables utilisées.

#### 3.1.1 Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques individuelles

Le taux de sous-emploi au Burkina Faso s'élève à 23,16% avec une disparité selon le sexe. En effet, il est de 30,7% chez les femmes contre 16,9% chez les hommes. Cette situation pourrait s'expliquer par les pesanteurs socioculturelles où la société consacre le rôle des travaux ménagers à la femme. Par ailleurs, la faible qualification professionnelle, les difficultés d'accès à la terre et aux financements par les femmes contribueraient à aggraver cette différence.

Le taux de sous-emploi au Burkina Faso des personnes âgées de 65 ans et plus est de 25,25%. Ce niveau pourrait s'expliquer par le fait que cette tranche d'âge concerne des personnes qui sont à la retraite selon la législation du travail et au regard de leur condition physique qui ne leur permet pas d'occuper des emplois à plein temps. Pour la catégorie des 15-24 ans, le taux de sous-emploi est de 22,45% et celui des 25-65 ans est de 23,22%.

Selon le niveau d'instruction, les travailleurs ayant un niveau supérieur et ceux ayant un niveau secondaire sont les plus touchés par le sous-emploi lié au temps de travail. Ce taux est de 29,82% au niveau supérieur et 26,69% pour les travailleurs qui ont un niveau secondaire.

**Tableau 2: Taux de sous-emploi selon les caractéristiques individuelles**

	Taux de sous-emploi visible involontaire	Taux de sous-emploi visible volontaire	Global
<b>Genre</b>			
Masculin	11,49	5,50	16,99
Féminin	16,88	13,86	30,73
<b>Groupe d'âge</b>			
15-24 ans	12,45	10,00	22,45
25-65 ans	14,29	8,93	23,22
65 ans et plus	11,14	14,11	25,25
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	9,19	13,78	22,97
Primaire	11,5	13,72	25,75
Secondaire	10,61	16,08	26,69
Supérieur	6,14	23,68	29,82
<b>Situation matrimoniale</b>			
Célibataire	12,97	7,02	19,98
Marié monogame	13,68	8,82	22,5
Marié polygame	15,26	11,89	27,14
Divorcé	9,22	11,35	20,57
Veuf	17,78	15,38	33,16
<b>National</b>	<b>13,91</b>	<b>9,25</b>	<b>23,16</b>

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

#### 3.1.2 Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques du ménage

Suivant la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, le taux de sous-emploi est plus élevé chez les actifs où le chef de ménage travaille pour son propre compte ou employeur avec 23,99 %. Cependant, le taux reste moins élevé pour les cadres moyens (18,89%).

**Tableau 3: Taux de sous-emploi selon la catégorie socioprofessionnelle du CM**

Catégorie socioprofessionnelle du CM	Taux de sous-emploi visible involontaire	Taux visible volontaire	Global
<b>Cadre supérieur</b>	15,87	4,76	20,63
<b>Cadre moyen</b>	14,88	3,70	18,89
<b>Employé/Ouvrier/Apprenti</b>	15,19	6,60	21,48
<b>Employeur</b>	8,63	8,63	23,99
<b>Travailleur familial</b>	10,59	10,12	20,71
<b>National</b>	<b>13,91</b>	<b>9,25</b>	<b>23,16</b>

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

### 3.1.3 Niveau du sous-emploi selon les caractéristiques de l'emploi

Selon le type d'emploi, le sous-emploi est remarquable au niveau du secteur informel avec un taux de 23,32%, légèrement au-dessus du taux national qui est de 23,16%. Le constat est que même dans le secteur formel, le taux de sous-emploi reste élevé, soit 16,52%.

Suivant la catégorie socioprofessionnelle, les taux de sous-emploi chez les cadres moyens et les travailleurs familiaux sont au-dessus du taux national, soit respectivement 25,82% et 25,08% contre 23,16%.

**Tableau 4: Taux de sous-emploi selon les caractéristiques de l'emploi**

	Taux de sous-emploi visible involontaire	Taux visible volontaire	Global
<b>Contrat de travail</b>			
CDI/CDD	19,62	1,66	21,29
Accord verbal	14,95	3,53	18,48
Rien du tout	15,3	5,15	20,45
Sans-contrat (employeur)	9,63	7,31	16,94
Sans-contrat (compte propre)	13,47	11,53	25
Sans-contrat (aide familial & bénévole)	8,02	15,62	23,64
<b>Type d'emploi</b>			
Formel	15,63	0,88	16,52
Informel	13,86	9,46	23,32
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>			
Cadre supérieur	20,7	1,32	22,03
Cadre moyen	23,95	1,87	25,82
Employé/Ouvrier/Apprenti	14,86	3,7	18,56
Employeur	13,19	11,24	24,44
Travailleur familial	8,26	16,82	25,08
<b>National</b>	<b>13,91</b>	<b>9,25</b>	<b>23,16</b>

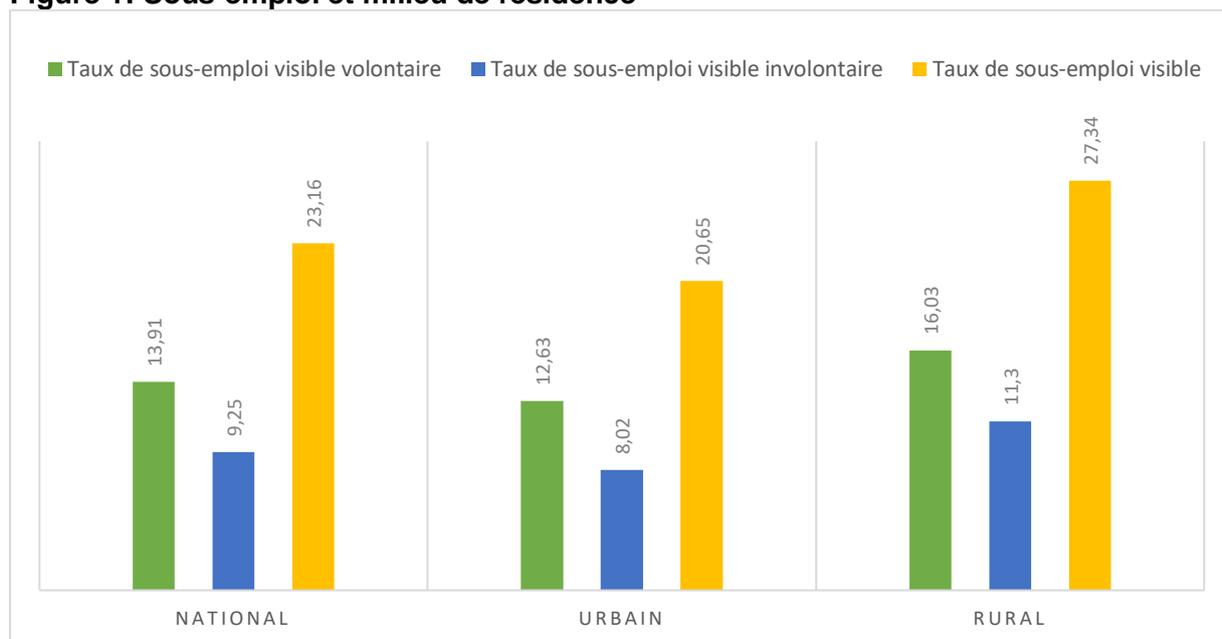
*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

### 3.1.4 Niveau du sous-emploi selon l'environnement socioculturel

L'indicateur fournissant au mieux des informations relatives au volume de temps de travail non utilisé pour la production de biens et de services au niveau de l'économie et au niveau individuel est bien le taux de sous-emploi lié au temps de travail. Il renseigne également sur la gravité de la situation de sous-emploi dont souffrent les travailleurs.

Au niveau national, le taux de sous-emploi visible est de 23,16%. En milieu rural, ce taux représente 27,34% contre 20,65% au milieu urbain.

**Figure 1: Sous-emploi et milieu de résidence**



*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

Suivant la région administrative, les taux de sous-emplois sont plus élevés dans les régions du Centre-Ouest (30,81%) et de l'Est (32,72%). Le niveau de sous-emploi est le plus bas (17,95%) dans le Centre, la région la plus peuplée du pays.

**Tableau 5: Taux de sous-emploi selon la région**

Région	Visible involontaire	Visible volontaire	Sous-emploi
Boucle du Mouhoun	5,94	12,21	18,15
Cascades	12,06	6,3	18,36
Centre	6,05	11,9	17,95
Centre-Est	7,66	15,67	23,33
Centre-Nord	7,05	16,15	23,2
Centre-Ouest	9,03	21,79	30,81
Est	14,08	18,64	32,72
Centre-Sud	12,45	15,91	28,35
Hauts Bassins	15,04	11,35	26,39
Nord	7,71	13,44	21,15
Sud-Ouest	7,58	16,77	24,35
Plateau Central	3,98	17,13	21,11
Sahel	10,81	12,66	23,47
<b>National</b>	<b>9,25</b>	<b>13,91</b>	<b>23,16</b>

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

## 3.2 Analyse des déterminants du sous-emploi

### 3.2.1 Test d'indépendance de khi-deux

Les lignes ci-dessous présentent les résultats du test d'indépendance du khi-deux entre la variable d'intérêt et les variables explicatives. Les variables sexe, catégorie socio-professionnelle, contrat de

travail, niveau d'instruction, situation matrimoniale et milieu de résidence ont toutes des p-values inférieures à 5%. On en déduit donc qu'il existe un lien entre ces variables et le sous-emploi. Quant aux variables âge, le niveau d'instruction du chef de ménage, le type d'emploi et la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, la valeur de la p-value est au-delà de 5%. On en conclut donc qu'il existe une indépendance entre celles-ci et le sous-emploi.

**Tableau 6 : Résultats du test d'indépendance de khi-deux**

Variabes	x-squared	P-value	Significativité
Sexe	363,65	2,20E-16	Oui
Catégorie socio-professionnelle	52,617	1,03E-10	Oui
Catégorie socio-professionnelle du CM	7,7198	0,1024	Non
Age	1,6175	0,4454	Non
Secteur d'emploi	8,2281	0,004125	Oui
Région	180,18	2,20E-16	Oui
Contrat de travail	47,448	4,60E-09	Oui
Niveau d'instruction	7,3503	0,1185	Non
Situation matrimoniale	67,377	8,12E-14	Oui
Milieu de résidence	62,078	3,30E-15	Oui
Niveau d'instruction du CM	6,3816	0,09445	Non
Type d'emploi	1,5619	0,2114	Non
Lien de parenté	216,29	2,20E-16	Oui
Catégorie socio-professionnelle du CM	2,7698	0,7354	Non

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

### 3.2.2 Les résultats de l'estimation du modèle logit

Les objectifs poursuivis sont de mettre en évidence les déterminants du sous-emploi au Burkina Faso. Pour des raisons pratiques, l'étude a considéré, uniquement le sous-emploi lié à la durée de travail.

Le test du rapport de vraisemblance amène à rejeter l'hypothèse de nullité conjointe des coefficients au seuil de 5%. De même, le test de Wald, qui évalue la significativité globale du modèle, présente une p-value inférieure à 1%. Ainsi, le modèle est globalement significatif.

**Tableau 7 : Résultats économétrique de l'estimation du modèle de sous-emploi**

	Odd ratio	p.value	Intervalle de confiance
<b>Contrat de travail</b>			
CDD-CDI	-	-	-
Accord verbal	0,98	8,27E-01	[0,79 1,21]
Sans-contrat (Apprenti/aide-stagiaire)	1,14	9,02E-01	[0,19 21,89]
Rien du tout	1,07	5,10E-01	[0,87 1,31]
Sans-contrat (compte propre)	3,05	2,92E-01	[0,57 56,32]
Sans-contrat (employeur)	2,35	4,24E-01	[0,43 43,85]
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>			
Cadre supérieur	-	-	-
Aide familiale	0,6	6,40E-01	[0,03 3,68]
Cadre moyen	1,1	6,12E-01	[0,77 1,58]
Employé	0,7	4,79E-02	[0,49 1]

	Odd ratio	p.value	Intervalle de confiance
Employeur	0,25	2,00E-01	[0,01 1,41]
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	-	-	-
Rural	1,46	5,38E-18	[1,34 1,59]
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	-	-	-
Préscolaire	2,47	2,41E-01	[0,48 11,34]
Primaire	1,21	2,36E-01	[0,88 1,63]
Secondaire	1,36	2,16E-02	[1,04 1,76]
Supérieur	1,7	1,36E-02	[1,1 2,56]
<b>Sexe</b>			
Homme	-	-	-
Femme	2,16	1,03E-72	[1,99 2,35]
<b>Type d'emploi</b>			
Emplois formels	-	-	-
Emplois informels	1,42	2,76E-02	[1,05 1,95]

*Source : INSD, 2023, réalisé à partir de la base de données ERI-ESI 2018*

## Analyse et interprétation des résultats

- **Dimension genre**

Le Burkina Faso s'évertue à promouvoir l'égalité des sexes sur le marché du travail ainsi que la possibilité de revenus égaux. On peut citer les politiques de genre dans l'emploi, les lois sur l'égalité des salaires, le programmes de formation professionnelle, le Soutien aux entrepreneuses, etc. Cependant le genre influence l'accès aux emplois décentés. En effet, les résultats montrent que les femmes ont 2,16 fois plus de risque de se retrouver en sous-emploi comparativement aux hommes. Ce résultat s'explique en général par le fait que les femmes concilient la vie professionnelle avec la vie familiale et par la position vulnérable des femmes en termes d'accès à l'information sur le marché du travail et aux opportunités économiques.

- **Dimension milieu de résidence**

Le milieu rural est caractérisé par les activités agricoles de nature saisonnière. En revanche, en milieu urbain l'activité est dominée par des activités de transformation, de services et de commerce. Les actifs occupés qui résident en milieu rural sont plus susceptibles de se retrouver en situation de sous-emploi que ceux du milieu urbain. Ils ont 1,46 fois plus de risque de se retrouver en situation de sous-emploi. Le milieu de résidence a donc une influence sur la possibilité d'être en situation de sous-emploi.

- **Dimension type d'emploi**

Les emplois du secteur informel sont souvent associés à des salaires bas, une insuffisance de protection sociale et une absence de sécurité de l'emploi. Les actifs travaillant dans le secteur informel sont plus susceptibles d'être en situation de sous-emploi que ceux exerçant dans le secteur formel. Ceux qui occupent un emploi informel ont 1,42 fois plus de risque d'être en situation de sous-emploi.

- **Dimension niveau d'instruction**

Le niveau d'instruction influence la situation de sous-emploi. De nombreuses études ont montré une corrélation positive entre le sous-emploi et le niveau d'instruction. Les actifs occupés ayant un niveau secondaire ont 1,36 fois plus de risque d'être en situation de sous-emploi par rapport à ceux qui n'ont jamais été à l'école. Tandis que ce risque est de 1,70 fois pour ceux du niveau supérieur. Cette situation

pourrait s'expliquer par la longue durée d'accès au premier emploi (4,5 ans)<sup>4</sup> obligeant ainsi les diplômés à se tourner vers des emplois informels. Aussi, l'inadéquation entre la formation et les besoins de l'économie pourrait justifier cette situation.

- **Dimension catégorie socio-professionnelle**

Les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, les manœuvres et les apprentis ou les stagiaires payés ont moins de risque (0,7 fois) d'être en situation de sous-emploi par rapport aux cadres supérieurs. Cette situation pourrait s'expliquer par la charge de travail élevée des ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, les manœuvres et les apprentis ou les stagiaires payés par rapport à celle des cadres supérieurs. Aussi, elle pourrait s'expliquer par le fait que cette catégorie de travailleurs est obligée de travailler plus pour avoir des revenus suffisants.

Bien dans la littérature, certaines variables ont été mises en évidence comme influençant la situation de sous-emploi, cette étude sur les déterminants du sous-emploi lié à la durée du travail n'ont pas permis de mettre en évidence des liens statistiquement significatifs entre l'âge de l'individu, son statut matrimonial et le type de contrat obtenu.

### 3.2.3 Limites de l'étude

L'étude a permis d'obtenir des résultats avec toutefois des limites qu'il convient de mentionner :

- L'étude n'a pris en compte le sous-emploi lié au temps du travail et n'a pas examiné dans toute ses dimensions ;
- Les données utilisées dans cette étude datent de 2018 et n'ont pas permis d'actualiser certains indicateurs ;
- La non prise en compte d'autres facteurs déterminants tels que les antécédents familiaux, le statut du logement, les stratégies de recherche d'emploi, l'historique de carrière et la profession qui pourraient également expliquer le sous-emploi.

### 3.2.4 Recommandations

Cette étude a permis d'analyser les facteurs qui favorisent l'accroissement du sous-emploi. Ainsi, en vue de contribuer à la recherche de solutions au sous-emploi sur le marché de l'emploi burkinabè les recommandations suivantes sont formulées :

- Renforcer l'accès des femmes à l'information sur le marché du travail à travers la sensibilisation et la formation sur les canaux d'accès à l'information sur le marché du travail . On pourrait également cibler des actifs féminins avec certaines compétences spécifiques et leur porter l'information lorsqu'il y'a une offre d'emploi correspondant à leur profil (MSAHRNGF, MSJE) ;
- Faciliter la création d'entreprises en lien avec les potentialités régionales surtout en milieu rural. A cet effet, il est nécessaire de mettre l'accent sur la création d'emploi surtout pour les jeunes et les femmes dans les domaines précis comme l'agriculture, l'élevage, l'industrie et les services (MARA, MSJE, MEFP, MDICAPME, MSAHRNGF, CNPB) ;
- Développer davantage les activités de contre saison en milieu rural (MARA, MEEA) ;
- Créer des centres de formation professionnelle en lien avec les potentialités régionales en milieu rural dans les domaines précis comme l'agriculture, l'élevage, l'industrie et les services (MSJE, CNPB, MARA, MSAHRNGF, MEFP, MDICAPME) ;
- Accompagner de manière ciblée les unités de productions informelles les plus vulnérables dans leurs activités notamment via la modernisation, l'optimisation de leur mode de gestion et la diversification de leurs débouchés commerciaux (MSJE, MSAHRNGF, MEBF) ;
- Mettre en adéquation la formation et les besoins de l'économie. Pour ce faire il sied de mettre en relation les entreprises et les universités/centre de formation professionnelle et de renforcer les services d'orientation scolaire afin de garantir l'accessibilité de l'information sur les formations et les débouchés (MENAPLN, MESRI, CNPB, MSJE, MSAHRNGF) ;

---

<sup>4</sup> Rapport ERI-ESI 2018

- Renforcer la dynamique de création d'emplois par la mise en œuvre des projets et programmes structurants de promotion de l'emploi (CNPB, MSJE, MSAHRNGF, MEFP) ;
- Renforcer les actions de communication sur les mesures incitatives à la formalisation des unités du secteur informel (MDICAPME, MEBF, MEFP, CNEI-BF, MSJE).

## Conclusion

La présente étude a analysé les déterminants du sous-emploi notamment lié à la dimension horaire au Burkina Faso. Il s'agissait de mettre en exergue les facteurs favorisant la survenue du sous-emploi, et aussi de comparer leurs effets suivants des variables comme le genre, le milieu de résidence, le type d'emploi, etc.

Le sous-emploi est un indicateur composé de sous-emploi invisible, de sous-emploi visible involontaire et de sous-emploi visible volontaire. Tout au long de ce travail, il a été question d'analyser les déterminants du sous-emploi visible qui est relatif au temps de travail. Il s'agissait notamment de mettre en évidence l'importance des caractéristiques socio-démographiques et environnementales sur le taux de sous-emploi au Burkina Faso. Pour atteindre les objectifs et vérifier les hypothèses, la base de données de l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), 2017-2018 réalisée par l'INSD a été exploitée.

Il ressort de l'analyse des déterminants du sous-emploi au Burkina Faso que le milieu de résidence, la catégorie socio-professionnelle, le niveau d'instruction, le type d'emploi et le genre influencent la probabilité de se retrouver en sous-emploi. Les femmes, les personnes ayant un emploi informel, les actifs ayant un niveau secondaire ou supérieur ont plus de risque d'être en situation de sous-emploi que les hommes, les personnes ayant un emploi formel et les actifs n'ayant jamais été à l'école. En revanche, les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés, les manœuvres et les apprentis ou les stagiaires payés ont moins de risque d'être en sous-emploi que les cadres supérieurs.

Malgré les actions des structures de promotion de l'emploi qui ont contribué à améliorer la qualité des emplois sur le marché du travail au Burkina Faso, les résultats de cette recherche ont permis de montrer que la problématique du sous-emploi demeure importante. Celle-ci rappelle l'urgence de mener des interventions stratégiques afin d'améliorer la situation des burkinabè sur le marché du travail.

Au-delà de la question du sous-emploi lié au volume horaire, il serait important de tenir compte du sous-emploi lié à la rémunération et des questions relatives aux inégalités liés au genre. Aussi, les modèles de développement et l'activité économique actuels menacent la stabilité environnementale et pourraient à long terme empirer la situation des travailleurs notamment es femmes sur le marché du travail. La question du sous-emploi ne doit donc pas être traitée de manière isolée.

## Biographie

[1] Conférence internationale du Travail 103e session, La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2014 ;

[2] AFRISTAT, Revue régionale sur les conditions de vie des populations, l'emploi et le secteur informel dans les états membres de l'UEMOA, 2021 ;

[3] Jean-Pierre CLING, Stéphane LAGRÉE, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, AFD, L'économie informelle dans les pays en développement ;

[4] Bureau international du travail, Vers le droit au travail UN GUIDE POUR LA CONCEPTION DE PROGRAMMES PUBLICS D'EMPLOI NOVATEURS ;

[5] Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale 3 | 2017, Le travail dans l'économie informelle, un défi pour le droit social ;

[6] INSD, Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI-201 5) Phase 1 Thème 5 : Chômage ;

[7] United Nation, Atelier sur les statistiques de l'activité intérieur de services 17-21 juin 1996, Addis Abeba, Ethiopie ;

[8] Nancy Benjamin et Ahmadou Aly Mbaye avec Ibrahima Thione Diop, Stephen S. Golub, Dominique Haughton et Birahim Bouna N, AFD, Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone Taille, productivité et institutions ;

[9] Audrey BOUSSELIN et Jean-Claude RAY (2011), « Participation des mères au marché du travail et disponibilité locale des services collectifs de garde d'enfants. Application au Luxembourg », CEPS/INSTEAD, Working Paper No 2011-53 ;

[10] Cédric AFSA et Sophie BUFFETEAU (2005), « L'évolution de l'activité féminine en France : une approche par pseudo-panel », Institut national de la statistique et des études économiques, série des documents de travail de la Direction des Etudes et Synthèses Économiques, G 2005 / 02 ;

[11] Cédric Afssa Essafi et Sophie Buffeteau (2006) « L'activité féminine en France : quelles évolutions récentes, quelles tendances pour l'avenir ? », ÉCONOMIE ET STATISTIQUE N° 398-399, 2006 ;

[12] Jean-Philippe El Aynaoui (1997) « Participation, choix occupationnel et gains sur un marché du travail segmenté : une analyse appliquée au cas du Maroc », Centre d'économie du développement Université Montesquieu-Bordeaux IV – France ;

[13] Julie Moschion (2009), « Offre de travail des mères en France : l'effet causal du passage de deux à trois enfants », ÉCONOMIE ET STATISTIQUE N° 422, 2009 ;

[13] Luis E. Arango and Carlos E. Posada (2007) « Labor Participation of Married Women in Colombia », UNIVERSIDAD DE LOS ANDES-CEDE, REVISTA DESARROLLO Y SOCIEDAD ;

[14] Attanasio, Orazio P. (1998), « Cohort Analysis of Saving Behavior by U.S. Households », Journal of Human Resources, 33(3).